

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/8

13 décembre 1995

(95-4063)

CONSEIL GENERAL
15 novembre 1995

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard le 15 novembre 1995

Président: M. K. Kesavapany (Singapour)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Accession des Tonga	2
- Communication des Tonga	2
2. Centre du commerce international CNUCED/GATT	4
- Rapport du Groupe consultatif commun	4
3. Procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC	6
4. Approbation du règlement intérieur des organes subsidiaires	7
a) Conseil du commerce des services	7
b) Conseil des ADPIC	7
c) Comité du commerce et du développement	7
5. Etablissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux	7
- Communication du Canada	7
6. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC	13
a) Système harmonisé - Demande de prorogation de la dérogation	13
- Pakistan	13
b) Malawi - Renégociation de la Liste LVIII	13
- Demande de prorogation de la dérogation	13
c) Etats-Unis - Loie relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes	13
- Demande de prorogation de la dérogation	13
7. Comité du budget, des finances et de l'administration	14
a) Rapport du Comité en date du 14 août 1995	14
b) Rapport du Comité en date du 18 août 1995	14
c) Rapport du Comité en date du 3 novembre 1995	14
8. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements	16
a) Consultation avec la Hongrie	17
b) Consultation avec la République slovaque	17
c) Consultation simplifiée avec la Turquie	17
d) Note sur la réunion du 25 septembre 1995	17

e)	Consultations avec le Brésil et Sri Lanka	17
f)	Renonciation d'Israël et de l'Afrique du Sud à se prévaloir des dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements	18
9.	Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services	18
a)	Approbation des listes de Saint-Kitts-et-Nevis concernant les marchandises et les services	18
b)	Approbation des listes de la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant les marchandises et les services	18
c)	Décisions sur l'accession des gouvernements visés par la décision reproduite dans le document WT/L/30 et sur l'approbation de leur protocole d'accession	18
10.	Arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales	19
-	Relations entre l'OMC et l'ONU	19
11.	Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC	20
12.	Présence aux réunions de l'OMC des délégations qui ont demandé l'inscription d'un point à l'ordre du jour	21
-	Communication de l'Argentine	21
13.	Lignes directrices concernant l'organisation des réunions	22
14.	Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales	22

Avant l'adoption de l'ordre du jour, les représentants se sont levés pour observer une minute de silence à la mémoire de M. A. Alaa El Din Nazmi, Conseiller à la Mission permanente de l'Égypte, tragiquement décédé le 13 novembre.

1. Accession des Tonga
- Communication des Tonga (WT/ACC/TON/1)

Le Président a appelé l'attention sur la communication des Tonga (WT/ACC/TON/1) dans laquelle les Tonga indiquaient qu'elles souhaitaient accéder à l'Accord sur l'OMC conformément aux procédures de l'article XII dudit accord.

Le représentant des Tonga, parlant en qualité d'observateur, a dit que comme tous les pays en développement les Tonga devaient relever les défis d'un environnement compétitif qu'entraînait le concept de liberté des échanges et de l'investissement. Les Tonga avaient une politique commerciale libérale; le commerce des biens et des services représentait plus de la moitié de leur PIB. L'évolution vers l'instauration du libre-échange dans le cadre de l'OMC aurait pour elles d'importantes répercussions. Les Tonga reconnaissaient que l'accession à l'Accord sur l'OMC présentait de grands avantages. Elles tireraient directement profit, en particulier, des huit séries antérieures de négociations du GATT; l'adhésion à l'OMC permettrait aux exportateurs tongans de s'assurer pour leurs produits de débouchés sûrs et prévisibles sur les marchés étrangers; les Tonga bénéficieraient des améliorations considérables que le Cycle d'Uruguay avait apportées à l'environnement commercial international; en outre, le

mécanisme de règlement des différends de l'OMC qui avait été sensiblement renforcé aiderait les pays comme les Tonga qui n'avaient qu'un pouvoir de négociation relativement faible.

Les Tonga avaient entamé des entretiens avec des représentants de l'OMC pour trouver comment tirer le maximum d'avantages de leur statut d'observateur et comptaient faire largement appel aux compétences de l'OMC pour mieux appréhender toutes les répercussions que la libéralisation des échanges et des investissements aurait sur l'économie du pays. Les Tonga mettraient à profit les expériences et le parcours des autres petits pays membres insulaires de l'océan Indien, des Caraïbes et de la région du Pacifique, qui leur indiqueraient les orientations à suivre et les initiatives à prendre pour améliorer leurs perspectives commerciales. Les Tonga se proposaient de tirer des enseignements des expériences faites par d'autres pays, de les mettre en commun et de participer activement aux travaux de l'OMC. L'intervenant espérait que lorsque les Tonga auraient accédé à l'OMC, les autres Membres trouveraient opportun d'aider les Tonga à développer leur infrastructure, leur cadre législatif et leurs ressources humaines tout en assurant et en garantissant un environnement commercial international fondé sur le libre-échange qui ait un caractère novateur et incitatif. La contribution des Tonga à l'OMC serait presque toujours limitée par la faiblesse relative de leurs dimensions et par leur peu de ressources. La quasi-totalité des entreprises du pays étaient des petites et moyennes entreprises et une évolution en direction de la libéralisation était indispensable à leurs progrès. De fait, les dimensions de l'économie des Tonga par rapport à celles de leurs principaux partenaires commerciaux les rendaient particulièrement vulnérables aux obstacles commerciaux unilatéraux et aux politiques économiques anticoncurrentielles et les Tonga pouvaient donc de grands encouragements dans la protection que l'OMC fournissait à ses Membres.

Les représentants de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, des Etats-Unis, de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE et de l'Inde ont accueilli avec satisfaction la demande d'accession des Tonga à l'OMC et les représentants de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie ont dit qu'ils envisageaient avec plaisir la perspective de cette accession. Les représentants de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE et de l'Inde ont déclaré qu'ils coopéreraient avec les Tonga auxquelles ils apporteraient une aide constructive pendant le processus d'adhésion.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays avait des relations commerciales étroites avec les Tonga et a noté avec satisfaction que celles-ci souhaitent maintenir et élargir leurs relations commerciales selon des modalités compatibles avec l'OMC. La coopération économique qu'entretenait la Nouvelle-Zélande avec les Tonga dans le cadre de l'Accord de coopération commerciale et économique pour la région du Pacifique Sud fournissait une base solide à une coopération multilatérale.

Le représentant de l'Australie a appuyé la déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande.

Le Président a proposé au Conseil général de prendre note des déclarations et de décider d'établir un groupe de travail ayant le mandat et la composition ci-après:

Mandat

"Examiner la demande d'accession du gouvernement des Tonga à l'OMC au titre de l'article XII et présenter au Conseil général des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession."

Composition

Peuvent être membres du Groupe de travail tous les Membres de l'OMC qui en expriment le désir.

Présidence

Le Conseil général autoriserait son Président à désigner le Président du Groupe de travail en consultation avec les représentants des Membres et le représentant des Tonga.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a invité le représentant des Tonga à consulter le Secrétariat au sujet des procédures à suivre, en particulier pour ce qui était de la documentation de base qui serait examinée par le Groupe de travail. Il a également invité les Tonga, au nom du Conseil général, à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et, selon qu'il serait approprié, aux réunions d'autres organes de l'OMC pendant la durée des travaux du Groupe de travail.

2. Centre du commerce international CNUCED/GATT

- Rapport du Groupe consultatif commun (ITC/AG(XXVIII)/150 et annexe I)

M. Haron (Malaisie), Président du Groupe consultatif commun, présentant le rapport du Groupe sur sa vingt-huitième session (ITC/AG(XXVIII)/150 et annexe I), a dit que le Groupe avait traité les questions suivantes: i) examen des activités de coopération technique du CCI en 1994 à partir du rapport annuel du CCI; ii) examen des priorités du CCI; iii) proposition de création d'un fonds global d'affectation spéciale et d'un comité consultatif; iv) évaluation du sous-programme du CCI "Opérations et techniques d'importation" et rapport de la réunion technique du CCI, 1994; et v) document stratégique du CCI intitulé "Considérations en matière d'environnement dans la promotion du commerce et le développement des exportations".

Dans sa déclaration liminaire, le Directeur exécutif avait sollicité les directives, un appui et des décisions de la part du Groupe consultatif commun concernant les orientations proposées par le CCI à un stade crucial de son histoire. Lorsque le Groupe aurait examiné les priorités, la direction du CCI étudierait pendant les mois d'été l'organigramme du CCI et le redéploiement du personnel. Le Directeur exécutif avait rappelé que l'examen des priorités avait essentiellement pour objet de déterminer les domaines dans lesquels le CCI devait maintenir des capacités techniques au siège pour mettre en oeuvre des programmes répondant aux besoins collectifs des pays bénéficiaires. Il avait aussi rappelé que les ressources extrabudgétaires avaient considérablement diminué au cours des dernières années. Il avait souligné l'importance de la création d'un fonds global d'affectation spéciale et invité instamment tous les donateurs à envisager sérieusement de contribuer au fonds.

D'une façon générale, le Groupe avait souscrit à l'orientation proposée dans le document intitulé "Examen de la fixation des priorités" et il avait donné mandat au CCI de rendre opérationnelles ses priorités par des mesures de restructuration, le redéploiement des ressources et l'élaboration et l'exécution de programmes de travail, en tenant compte de la nécessité d'une forte orientation géographique ainsi que des diverses préoccupations qui avaient été exprimées au cours du débat.

S'agissant de la proposition de création d'un fonds global d'affectation spéciale et d'un comité consultatif, le Président du Groupe consultatif commun avait eu des consultations informelles avant et pendant la réunion du Groupe en vue de parvenir à une décision finale. Par la suite, un consensus s'était dégagé sur un certain nombre de questions et le Groupe lui avait demandé d'avoir, sur la composition du Comité consultatif et sa présidence, des consultations auxquelles tous pourraient participer. Le Comité consultatif, où siégeaient sur une base équitable les donateurs au Fonds d'affectation spéciale et une sélection représentative des pays bénéficiaires, avait été constitué et s'était réuni pour la première fois le 3 novembre 1995.

Le Groupe avait aussi procédé à l'examen des activités de coopération technique du CCI en 1994 et il avait formulé des observations à ce sujet. Il avait approuvé les rapports sur l'examen des activités de coopération technique du CCI en 1994 et sur l'évaluation du sous-programme "Opérations et techniques d'importation". Le Groupe avait examiné le document stratégique du CCI intitulé "Considérations en matière d'environnement dans la promotion du commerce et le développement des exportations"; il avait fait siennes les propositions de stratégie tout en soulignant la nécessité pour le CCI de se doter d'un programme d'action spécifique et d'établir une coordination et une coopération totales avec ses organismes de tutelle et d'autres organisations compétentes en matière de commerce et d'environnement. Le Groupe s'était aussi interrogé sur la nécessité de se réunir pendant une période d'une semaine. En raison des divergences de vues sur ce point, il avait été convenu d'inviter le secrétariat à étudier différentes possibilités à soumettre au Groupe.

Enfin, le Président du Groupe consultatif commun a exprimé au nom du Groupe sa reconnaissance aux gouvernements des pays suivants, qui avaient annoncé leur contribution au programme de coopération technique du CCI: Allemagne, Canada, Chine, Etats-Unis, Finlande, France, Inde, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse.

Le représentant des Communautés européennes a dit que le CCI jouait un rôle extrêmement utile en aidant avec efficacité les pays en développement à tirer pleinement profit du processus de libéralisation commerciale en cours. Les contributions volontaires des Etats membres de la Communauté indiquaient bien l'intérêt qu'ils portaient aux travaux du CCI. L'intervenant espérait que la visite du Directeur exécutif à Bruxelles permettrait de renforcer encore davantage la coopération.

Le représentant de la Suisse s'est déclaré satisfait de constater que le CCI fonctionnait à nouveau de manière satisfaisante. Les efforts du Directeur exécutif et du personnel avaient contribué à redynamiser le CCI qui répondait désormais de manière plus efficace et effective aux besoins des pays bénéficiaires pour assurer le suivi du Cycle d'Uruguay. Les nouvelles priorités du CCI telles qu'elles avaient été approuvées par le Groupe consultatif commun avaient constitué le cadre qui permettait au CCI de recentrer ses activités d'assistance aux pays en développement et aux pays en transition pour qu'ils tirent parti des accords du Cycle d'Uruguay. Grâce à la longue expérience qu'il avait acquise au niveau de l'entreprise, le CCI était bien placé pour fournir l'assistance concrète et pratique nécessaire pour exploiter les possibilités nouvellement créées et relever quelques-uns des défis découlant des accords de l'OMC. Pour éliminer les chevauchements d'activités, il faudrait que la coopération soit encore renforcée entre le CCI et les autres organisations internationales compétentes, en particulier la CNUCED et l'OMC. Quelques progrès avaient été réalisés dans cette voie mais toutes les parties concernées devaient faire davantage. Enfin, le représentant de la Suisse a exprimé la satisfaction éprouvée par son gouvernement au sujet de l'institution du Fonds global d'affectation spéciale et du Comité consultatif. La Suisse avait annoncé une contribution de 1,5 million de dollars EU au Fonds et avait la ferme intention de faire de ce nouveau mécanisme un instrument efficace de la redynamisation du CCI.

Le représentant de l'Argentine, intervenant au nom du Groupe informel des pays en développement, a dit que ces pays étaient les bénéficiaires des activités du CCI et il a exprimé sa satisfaction de l'assistance technique fournie par le CCI aux pays en développement pour leur permettre de mieux profiter des avantages découlant du Cycle d'Uruguay et du système commercial multilatéral. Il a exprimé sa gratitude aux pays donateurs qui finançaient les activités du CCI et il a lancé un appel pour qu'un volume plus important de contributions volontaires permette au CCI d'élargir son programme d'assistance technique. Il a exprimé sa satisfaction de la création et des objectifs du Fonds global d'affectation spéciale, auquel il attachait une grande importance. Enfin, il a exprimé sa satisfaction des efforts faits par la nouvelle direction du CCI pour fournir une assistance technique qui soit efficace et coordonnée avec celle de l'OMC et d'autres institutions.

Le Directeur général a remercié le Président du Groupe consultatif commun de son rapport. Il a dit que l'amélioration de la collaboration entre l'OMC et le CCI était l'une des questions auxquelles il donnait la priorité et qu'il pensait que le rôle du CCI était extrêmement important pendant l'après-Cycle d'Uruguay. Il projetait de se rendre en Afrique avec le Directeur exécutif à la fin de janvier 1996 afin de déterminer la manière dont l'assistance technique fournie par les deux secrétariats aux pays les moins avancés pour appuyer leurs efforts d'exportation pourrait être améliorée.

Le représentant du Canada a appuyé les déclarations des intervenants qui l'avaient précédé.

M. Bélisle, Directeur exécutif du CCI, a remercié les pays donateurs et a lancé un appel pour que de nouvelles contributions permettent au CCI de renforcer l'assistance technique qu'il fournissait.

Le Président, au nom du Conseil général, a exprimé sa satisfaction des activités du CCI et des contributions des gouvernements.

Le Conseil général a adopté le rapport figurant dans le document ITC/AG(XXVIII)/150 et annexe I et a pris note des déclarations.

3. Procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC

Le Président a rappelé que des échanges de vues avaient eu lieu sur le point de savoir de quelle manière le Conseil général devait prendre des décisions concernant des demandes de dérogations ou des accessions à l'OMC, la question essentielle étant de déterminer si le Conseil général devait s'efforcer d'adopter ces décisions par consensus ou s'il devait procéder automatiquement à un vote. À l'issue de consultations prolongées et approfondies sur la question, le Président se proposait de faire une brève déclaration pour clarifier ce point, tout en soulignant que cette déclaration ne portait que sur les procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC et ne modifiait en rien les dispositions de l'Accord. Si cette déclaration était jugée acceptable, une note serait ajoutée à tout point d'un ordre du jour du Conseil général traitant de dérogations ou d'accessions, afin d'appeler l'attention des Membres sur ce point avant la réunion du Conseil général. Le Président a ensuite donné lecture du texte proposé, libellé comme suit: "Lorsque le Conseil général traitera de questions relatives à des demandes de dérogations ou à des accessions à l'OMC au titre des articles IX ou XII de l'Accord sur l'OMC, respectivement, il s'efforcera de prendre une décision conformément à l'article IX:1. Sauf disposition contraire, dans les cas où il ne sera pas possible d'arriver à une décision par consensus, la décision sur la question à l'examen sera prise aux voix conformément aux dispositions pertinentes des articles IX ou XII. La procédure ci-dessus n'empêche pas un Membre de demander un vote au moment où la décision est prise. En conséquence, si un Membre a un problème particulier concernant une décision qu'il est envisagé de prendre au sujet d'une demande de dérogation ou d'une accession à l'OMC, il devrait faire en sorte d'être présent à la réunion au cours de laquelle la question sera examinée. L'absence d'un Membre sera supposée impliquer qu'il n'a pas d'observations ou d'objections à formuler au sujet de la décision qu'il est envisagé de prendre sur la question."

Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation se joindrait *ad referendum* à un consensus sur la déclaration du Président, étant entendu ce qui suit: i) la déclaration du Président avait pour objet d'organiser les travaux du Conseil général s'agissant de demandes de dérogations et d'accessions de façon ordonnée sans que cela ait par ailleurs des incidences défavorables sur les droits des Membres au titre de l'Accord sur l'OMC; ii) la procédure proposée qui ne visait que les accessions et les demandes de dérogations ne pourrait pas faire l'objet d'extrapolation ni être utilisée comme précédent dans une autre situation, quelle qu'elle soit; iii) l'expression "sauf disposition contraire" figurant dans l'article IX signifiait que, dans les cas où un accord de l'OMC disposait que la prise de décisions ne se faisait que par consensus, la décision en cause ne devait être prise que par consensus. L'Inde a noté avec satisfaction que le projet de déclaration du Président avait repris l'expression "sauf disposition

contraire" qui figurait à l'article IX. Dans le cas particulier qui était actuellement visé, l'Inde définissait sa position en considérant pour acquis que la règle du consensus à laquelle il était fait référence dans la note 4 de l'article IX n'était compromise en aucune manière; iv) le Secrétariat prendrait des dispositions particulières pour faire en sorte que les communications concernant des réunions dont l'ordre du jour comprendrait des points relatifs à des accessions et à des demandes de dérogations seraient envoyées aux délégations qui n'étaient pas basées à Genève suffisamment longtemps à l'avance pour qu'elles puissent, si elles le souhaitent, assister aux réunions sans difficultés; v) au cas regrettable où un vote deviendrait nécessaire pour régler un point relatif à une demande de dérogation ou à une accession, le Président élaborerait un système qui permettrait aux délégations qui n'étaient pas basées à Genève, même si elles n'étaient pas présentes lors de la réunion particulière où ce point était débattu, d'avoir la possibilité de participer au processus de vote.¹

Le Conseil général a pris note des déclarations et a accepté les procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC qui avaient été proposées par le Président (WT/L/93).

4. Approbation du règlement intérieur des organes subsidiaires

- a) Conseil du commerce des services (S/L/15)
- b) Conseil des ADPIC (IP/C/1)
- c) Comité du commerce et du développement (WT/COMTD/6)

Le Président a appelé l'attention sur le règlement intérieur des réunions du Conseil du commerce des services adopté par ce Conseil le 4 octobre 1995 (S/L/15) et a proposé qu'il soit approuvé par le Conseil général.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a alors appelé l'attention sur le règlement intérieur des réunions du Conseil des ADPIC adopté par ce Conseil le 21 septembre 1995 (IP/C/1) et a proposé qu'il soit approuvé par le Conseil général.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a ensuite appelé l'attention sur le règlement intérieur des réunions du Comité du commerce et du développement adopté par ce Comité le 5 juillet 1995 (WT/COMTD/6) et a proposé qu'il soit approuvé par le Conseil général.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

5. Etablissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux
- Communication du Canada (WT/GC/W/18)

Le Président a appelé l'attention sur la communication du Canada publiée sous la cote WT/GC/W/18.

¹Dans une lettre adressée au Président, datée du 17 novembre, le représentant de l'Inde a indiqué que le gouvernement indien était disposé à se joindre au consensus sur cette question, étant entendu que la décision se fondait sur les éléments ébauchés dans la déclaration de la délégation indienne à la réunion et que ladite déclaration ferait partie du compte rendu de la réunion.

Le représentant du Canada a dit que la proposition de son gouvernement concernant l'établissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux reprenait des idées avancées dans un document du Secrétariat publié le 19 mai 1995 et intitulé "Proposal for a committee on regional integration" (Proposition visant à l'établissement d'un comité de l'intégration régionale). Le Canada formulait cette proposition pour deux raisons principales. Tout d'abord, l'établissement d'un tel comité permettrait de mieux organiser les travaux dans ce domaine. Comme il existait plus de 20 groupes de travail s'occupant d'examiner les arrangements commerciaux régionaux et qu'il fallait procéder tous les deux ans à un examen des accords existants, cela représentait au bas mot près de 100 réunions par an. Toutefois, le fait de regrouper ces travaux sous l'égide d'un seul comité permettrait de les planifier convenablement, ce qui entraînerait une économie de temps et de ressources à la fois pour les délégations et pour le Secrétariat. On pourrait par exemple examiner plus d'un accord lors d'une réunion du comité, ainsi que toutes les questions relevant des accords régionaux, que ceux-ci portent sur les marchandises ou sur les services, et aussi les accords notifiés au titre de la "Clause d'habilitation".² La difficulté d'assurer la présidence de chaque groupe de travail se trouverait aussi résolue. Le Canada estimait que ce comité pourrait exécuter tous les travaux en suspens et à venir, et pourrait être aussi l'instance dans laquelle on débattrait de la façon dont les rapports biennaux sur les arrangements régionaux devaient être présentés et examinés et où l'on procéderait à ces examens. Il importerait de veiller à ce que l'établissement d'un tel comité n'affecte en rien les droits et obligations juridiques existants. Le mandat concernant l'examen des accords resterait identique tout comme les procédures de notification et de présentation des rapports. Il n'y aurait aucune interruption des travaux déjà engagés, pas plus qu'il ne serait créé de nouvelles obligations concernant les futures notifications. Deuxièmement, le Canada estimait qu'il était important qu'il y ait au sein de l'OMC une instance dans laquelle serait examinée la question plus large du régionalisme et du multilatéralisme. Vu le nombre croissant des arrangements commerciaux bilatéraux et régionaux, il fallait une instance permettant d'examiner l'incidence de ces accords sur le système commercial. La délégation canadienne proposait que le Président engage des consultations sur l'établissement de ce comité et réaffirmait qu'il importait de veiller à ce que les travaux en cours ne soient pas interrompus.

Le représentant du Japon a dit que sa délégation participerait activement aux consultations sur cette question. Etant donné qu'il existait divers types d'arrangements commerciaux régionaux dans le monde, il importait d'établir un organisme qui permettrait aux Membres d'avoir un tableau global, tout en assurant un plus large accès à l'information sur ces accords, qui ne se limiterait pas au champ d'application de l'article XXIV, de façon à exercer une surveillance, à en évaluer l'incidence sur le système commercial et à proposer les mesures nécessaires à l'application du système. Le comité proposé devrait être en mesure de procéder à un examen de large portée des arrangements commerciaux régionaux, c'est-à-dire ne se limitant pas aux marchandises, et de renouveler les méthodes de travail actuelles.

Parlant en sa capacité de Président du Conseil du commerce des marchandises, l'intervenant a dit qu'il fallait prendre garde à ne pas engendrer de retards dans le travail d'examen entrepris par les groupes de travail déjà établis. Le Canada avait déjà évoqué la difficulté d'assurer la présidence des groupes de travail récemment créés. Toutefois, il ne fallait pas attendre qu'un nouveau comité soit établi pour s'attaquer aux problèmes urgents auxquels on se trouvait confronté, tels que le retard pris dans l'examen des arrangements en question et le manque de personnes capables d'assurer les fonctions de président, problèmes que l'inaction ne pouvait qu'aggraver. L'intervenant était donc favorable à l'idée d'établir, à titre de mesure provisoire, un comité au sein du Conseil du commerce des marchandises, dont le mandat serait identique ou analogue à celui des groupes de travail déjà établis, mais dont la compétence s'étendrait à tous les arrangements commerciaux régionaux devant être examinés. Il avait récemment engagé des consultations dans ce sens.

²Traitement différencié et plus favorable, réciprocité et participation plus complète des pays en développement (IBDD, S26/223).

Le représentant de Hong Kong a dit que les raisons pour lesquelles le Canada proposait l'établissement de ce comité étaient assurément valables. Les objectifs et le mandat de ce comité devraient être clairement définis. Hong Kong approuvait en principe la proposition visant à établir un organisme commun pour examiner les questions relatives aux accords régionaux, ce qui permettrait non seulement d'améliorer l'efficacité mais aussi de veiller à la cohérence globale du système. S'agissant du rapport entre le système commercial multilatéral et les arrangements régionaux, la question était complexe, ses incidences considérables et il fallait donc les examiner. S'agissant du mandat du comité, il ne fallait pas chercher à trouver une formule commode. Il fallait aussi garder à l'esprit la nécessité de clarifier les règles existantes et la possibilité de les améliorer. Le mandat devait permettre aux Membres de remédier aux lacunes des règles ou pratiques actuelles lorsqu'elles étaient clairement décelées.

Le représentant de la Corée a dit que le processus d'examen prévu à l'article XXIV du GATT de 1994 demandait à être grandement amélioré, et que la proposition du Canada méritait d'être sérieusement examinée. Les imperfections du processus d'examen ne se limitaient pas aux seuls aspects organisationnels mais existaient également dans les règles et procédures régissant ce processus. A cet égard, le document du Secrétariat mentionné par le Canada contenait des suggestions bien conçues visant à améliorer le processus d'examen prévu à l'article XXIV et méritait d'être examiné plus avant. Selon l'interprétation de la Corée, le comité proposé par le Canada ne se limiterait pas aux problèmes d'ordre organisationnel liés au processus d'examen et recommanderait d'apporter aux règles et procédures d'examen prévues à l'article XXIV les améliorations qui lui paraîtraient nécessaires. Sur la base de cette interprétation, et étant entendu également que les consultations du Président porteraient aussi sur la question du mandat du comité, la Corée appuyait la proposition du Canada.

Le représentant de la Malaisie, parlant au nom des pays de l'ANASE, a dit que la proposition du Canada était positive et méritait d'être examinée plus avant. Le comité constituerait une tribune qui permettrait utilement aux Membres de se faire une idée globale de l'évolution de la situation dans le domaine des arrangements régionaux. Les pays de l'ANASE attendaient avec intérêt que l'on aille de l'avant dans l'élaboration du mandat, du champ d'application et des objectifs du comité, en tenant compte du point de vue selon lequel les arrangements entre pays en développement devaient nécessairement bénéficier d'un traitement différent. Ces pays tenaient toutefois à souligner que l'établissement du comité ne devait pas grever indûment les ressources.

Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation soutenait le point de vue que le comité proposé devrait être établi sous l'égide du Conseil général et qu'il devrait examiner les accords régionaux sous tous les aspects, notamment marchandises, services et ADPIC. Les Etats-Unis soutenaient également l'idée que la compétence de ce comité devrait s'étendre à l'ensemble des travaux engagés par les groupes de travail précédemment établis et qu'aucun nouveau groupe de travail spécifique ne devrait être établi. En outre, le nouveau comité devrait être l'instance chargée d'examiner les accords régionaux dont l'examen était à l'heure actuelle effectué sous les auspices du Comité du commerce et du développement.

Le représentant de l'Inde a dit que le moment était venu d'examiner les divers arrangements régionaux de façon à éviter toute incompatibilité entre ces arrangements et le concept de multilatéralisme inhérent à l'OMC. L'Inde souhaitait participer aux consultations envisagées, et selon son interprétation, tout mécanisme qui serait éventuellement établi engloberait aussi l'examen des arrangements préférentiels. S'agissant de la suggestion faite par le représentant du Japon en sa qualité de Président du Conseil des marchandises, l'Inde souhaitait réfléchir plus avant à la question.

Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation souscrivait non seulement au concept proposé par le Canada mais aussi aux divers points de détail de la déclaration de la délégation canadienne. Le comité proposé contribuerait à une meilleure organisation des travaux dans ce domaine et constituerait

une instance dans laquelle seraient examinés les intérêts multilatéraux et régionaux dans le cadre de l'OMC.

Le représentant de l'Argentine a dit que les objectifs et le mandat du comité proposé devraient être examinés dans le cadre de consultations informelles.

Le représentant de la Suisse a rappelé qu'à la quarante-neuvième session des PARTIES CONTRACTANTES, sa délégation avait indiqué qu'elle s'intéressait à la question du régionalisme et que les pays de l'AELE avaient, l'an passé, proposé une approche afin d'examiner plus efficacement les accords de libre-échange qui les concernaient. La délégation suisse était prête à participer activement à toutes consultations.

Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation souscrivait au point de vue que du fait de la multiplication des arrangements régionaux il était souhaitable d'établir un cadre juridique permettant d'obtenir un tableau global, au lieu que différents groupes de travail procèdent à des examens fragmentaires. La Communauté comprenait également le désir de mieux organiser les travaux. Les consultations proposées par le Président seraient facilitées si le Secrétariat pouvait établir un document exposant, sous la forme d'une sorte de liste récapitulative, les principales idées avancées.

Le représentant de la Norvège a dit que son pays était sceptique concernant la prolifération des comités et groupes de travail. Il existait déjà trop de réunions. Par ailleurs, la régionalisation, à la fois en tant que concept et en tant que réalité économique, prenait une importance toujours plus grande. Les débats dans les instances internationales étaient souvent une discussion entre régions. Dans ces conditions, la Norvège était prête à examiner la possibilité d'établir un comité comme le proposait le Canada, pour autant qu'il y ait une nette diminution des débats régionaux dans d'autres instances. Si l'on ne parvenait pas à opérer une telle réduction, l'établissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux ne représenterait en fait qu'un nombre supplémentaire de réunions ayant à leur ordre du jour la question de la régionalisation.

Le représentant du Mexique a dit que le régionalisme en tant que concept, et pas seulement les accords commerciaux régionaux en eux-mêmes, était une question importante qui demandait à être examinée et débattue. Le Mexique estimait qu'il fallait d'urgence améliorer l'organisation des travaux dans ce domaine au sein de l'OMC et utiliser les ressources de façon plus efficace. S'agissant du rapport entre les arrangements commerciaux régionaux et le système commercial multilatéral, la délégation mexicaine estimait qu'il fallait poursuivre plus avant la réflexion et élaborer un mandat suffisamment précis afin de déterminer si l'on voulait aller au-delà de l'actuel cadre de réglementation ou s'il s'agissait d'un type de débat plus ouvert qui n'entraînerait pas nécessairement des négociations. La décision en la matière devrait être arrêtée dans le cadre des consultations qui seraient menées par le Président.

Le représentant du Maroc a dit que l'établissement du comité proposé permettrait de centraliser les activités de l'OMC concernant l'examen des arrangements commerciaux régionaux. Le Maroc espérait qu'aucun arrangement qui serait mis en oeuvre ne sacrifierait le traitement spécial et différencié qui avait été accordé aux pays en développement. L'équilibre des droits et obligations dans ce contexte ne devait pas être modifié. La délégation marocaine souscrivait à la suggestion de la Communauté visant à ce qu'un document soit établi par le Secrétariat.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli favorablement la proposition du Canada, notamment pour les raisons indiquées par la délégation de ce pays. La Nouvelle-Zélande était favorable à ce que les méthodes d'examen des arrangements régionaux soient économiques et efficaces, ce qui

rendrait plus cohérente la structure disparate des groupes de travail. La Nouvelle-Zélande reconnaissait, toutefois, que les possibilités d'amélioration ne se limitaient pas aux seuls aspects organisationnels.

Le représentant du Pakistan a dit que l'incidence des arrangements commerciaux régionaux sur le système commercial multilatéral et sur ceux qui n'étaient pas parties à de tels arrangements devenait de plus en plus importante et demandait à être évaluée systématiquement. La proposition du Canada venait donc au bon moment. Le mandat exact du comité proposé devrait être arrêté dans le cadre de consultations.

La représentante de l'Egypte a dit que, selon son interprétation, le mandat du comité proposé irait au-delà du simple examen des divers arrangements commerciaux régionaux. Dans ce contexte, sa délégation appuyait les déclarations de la Malaisie et du Maroc concernant la nature des arrangements entre pays en développement, et aussi la déclaration de l'Inde sur la question d'un examen plus approfondi du rapport entre régionalisme et multilatéralisme. L'Egypte souhaitait participer aux consultations qui seraient engagées par le Président.

Le représentant du Brésil a dit qu'il était conscient de l'importance des questions soulevées par le Canada et que la proposition canadienne présentait certaines orientations concrètes et certains aspects théoriques qui demandaient à être soigneusement examinés. La délégation brésilienne souscrivait à la proposition de la Communauté visant à ce qu'une note soit établie par le Secrétariat, et elle estimait que les idées avancées par la Malaisie, le Maroc et l'Egypte concernant la situation spéciale des pays en développement et leurs accords régionaux devaient être prises en considération. Certains thèmes demandaient à être examinés plus avant dans le cadre des consultations auxquelles le Brésil souhaitait participer.

Le représentant de la Pologne a dit que sa délégation souhaitait participer aux consultations informelles et que la note du Secrétariat proposée par la Communauté serait un bon point de départ pour ces consultations.

Le représentant de la République tchèque a dit que, pour les raisons mentionnées par les orateurs précédents, sa délégation était elle aussi favorable à ce que la proposition du Canada soit examinée en détail dans le cadre de consultations informelles, notamment en ce qui concernait le mandat du comité proposé. L'utilisation efficace du temps et une réduction du nombre de réunions devaient figurer parmi les plus importants critères à appliquer lors de l'examen de cette proposition. A cet égard, la délégation de la République tchèque faisait sienne la déclaration de la Norvège.

Le représentant de la Tunisie a dit qu'une petite délégation comme la sienne ne pouvait qu'approuver l'idée de rationaliser les travaux de l'OMC concernant l'examen des arrangements commerciaux régionaux, qui était l'une des raisons invoquées par le Canada pour justifier sa proposition. La Tunisie était prête à participer aux consultations. Comme la Malaisie, le Maroc et l'Egypte, la délégation tunisienne n'était pas certaine que les arrangements au titre de la "clause d'habilitation" devaient relever de la compétence du comité. Elle soutenait la demande de la Communauté visant à ce qu'une note soit établie par le Secrétariat. La délégation tunisienne estimait que les rapports entre le comité proposé et les autres organes de l'OMC devaient être clairement définis.

La représentante de la Turquie a dit que sa délégation souhaitait participer aux consultations sur la question.

Le représentant de l'Uruguay a dit que le comité proposé serait avant tout un mécanisme qui permettrait de faire un meilleur usage des ressources du Secrétariat et de rationaliser le temps que les

délégations passaient dans les réunions. Les consultations devraient permettre de déterminer les objectifs et les paramètres des travaux du comité. La délégation uruguayenne apporterait sa contribution et participerait aux consultations.

Le représentant de la Trinité-et-Tobago a dit que sa délégation soutenait la proposition du Canada dans le contexte où elle avait été faite par la délégation canadienne et appuyait également la proposition de la Communauté visant à ce que le Secrétariat établisse un document contenant une liste récapitulative des questions en jeu. La délégation de la Trinité-et-Tobago souhaitait être associée aux consultations sur cette question.

La représentante du Chili a dit que sa délégation partageait le point de vue du Brésil et souhaitait participer aux consultations.

Les représentants de la Hongrie, de la Roumanie et du Venezuela ont fait part du désir de leurs délégations de participer aux consultations.

Le représentant de la Tanzanie a souligné la nécessité d'établir clairement les objectifs et le mandat du comité proposé. Sa délégation espérait que, lors de l'élaboration du mandat de ce comité, les Membres se placeraient dans une perspective élargie afin que soit abordée la question de l'incidence des arrangements commerciaux régionaux non seulement sur les pays en développement, mais aussi sur les pays les moins avancés. La délégation tanzanienne souhaitait particulièrement participer aux consultations.

Le Directeur général a dit qu'il avait écouté avec intérêt les débats qui avaient fait apparaître la sensibilité de la question du rapport entre régionalisme et multilatéralisme. La proposition du Canada était donc extrêmement importante. Le Secrétariat établirait un bref document sur cette question afin de faciliter les consultations. L'intervenant voyait deux tâches principales à accomplir. La première consistait à améliorer l'organisation des travaux relatifs à l'examen des arrangements commerciaux régionaux. Pour ce qui était de la seconde, il n'avait été possible d'évaluer la compatibilité des zones régionales avec le système commercial multilatéral conformément à l'article XXIV du GATT que dans six cas et il était donc grandement nécessaire d'obtenir une meilleure perspective globale sur ce point.

Le représentant du Canada a dit que la proposition avait certes été soumise par sa délégation, mais qu'il ressortait clairement des débats que l'idée venait à point nommé et qu'elle était largement partagée. Il tenait à préciser que la proposition canadienne se voulait de vaste portée. Le Canada était d'avis que le comité devait examiner tous les arrangements régionaux et préférentiels, mais que cela ne devait impliquer aucun changement dans les droits et obligations existants. L'intervenant espérait qu'il serait possible d'engager les consultations très prochainement.

Le Président a dit qu'il allait engager les consultations, qui seraient menées avec le maximum de transparence et au sein d'un groupe à participation non limitée. Il travaillerait également en étroite coopération avec le Directeur général et avec le Secrétariat pour établir le plus tôt possible le document demandé par la Communauté.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a autorisé son Président à engager des consultations sur la question de l'établissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux.

6. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC

- a) Système harmonisé - Demande de prorogation de la dérogation
 - Pakistan (G/L/6, G/C/W/7/Rev.1)
- b) Malawi - Renégociation de la Liste LVIII
 - Demande de prorogation de la dérogation (G/L/24, G/C/W/19)
- c) Etats-Unis - Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes
 - Demande de prorogation de la dérogation (G/L/25, G/C/W/21/Rev.1)

Le Président a appelé l'attention sur les communications du Pakistan, du Malawi et des Etats-Unis dans lesquelles ces gouvernements demandaient une prorogation d'une dérogation qui leur avait été accordée antérieurement.

M. Endo (Japon), Président du Conseil du commerce des marchandises, rendant compte de l'examen de ces demandes par le Conseil, a rappelé que la demande du Pakistan avait été examinée pour la première fois par le Conseil à sa réunion du 3 juillet, et qu'il n'avait pas été possible de parvenir à un consensus sur la durée de la prorogation. A sa réunion du 26 septembre, le Conseil avait été informé que les parties concernées étaient parvenues à un accord. Il avait approuvé la prorogation jusqu'au 31 décembre 1995 de la dérogation accordée au Pakistan et avait communiqué le projet de décision (G/C/W/7/Rev.1) au Conseil général pour adoption. La demande du Malawi avait été examinée par le Conseil à sa réunion du 26 septembre, à laquelle celui-ci avait approuvé la prorogation jusqu'au 31 décembre 1995 de la dérogation accordée au Malawi et avait communiqué le projet de décision (G/C/W/19) au Conseil général pour adoption. A sa réunion du 26 septembre, le Conseil avait également examiné la demande de prorogation de la dérogation concernant la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes présentée par les Etats-Unis. Le Conseil avait approuvé la prorogation de la dérogation à la condition que, lors des consultations ultérieures, les questions soulevées et les modifications du texte mentionnées à la réunion soient précisées. Le Conseil avait décidé de communiquer ensuite au Conseil général un projet de décision révisé en lui recommandant de l'adopter. A la suite de cette réunion, des consultations avaient eu lieu et le projet de décision révisé qui en était issu (G/C/W/21/Rev.1) était donc présenté au Conseil général pour adoption.

Le Conseil général a pris note du rapport du Président du Conseil du commerce des marchandises et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC (WT/L/93), a adopté le texte des projets de décisions reproduits dans les documents G/C/W/7/Rev.1, G/C/W/19 et G/C/W/21/Rev.1.³

Le représentant de la Colombie a demandé aux Etats-Unis de préciser par la suite si le texte de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes définissait des critères spécifiques permettant de déterminer si un pays du Bassin des Caraïbes pouvait être désigné comme "pays bénéficiaire".⁴

³Les décisions ont été distribuées sous les cotes WT/L/103 - Malawi; WT/L/102 - Pakistan; et WT/L/104 - Etats-Unis.

⁴Dans une lettre en date du 22 novembre, adressée à la délégation de la Colombie, les Etats-Unis ont joint un exemplaire du texte de loi en question. Compte tenu du fait que les Etats-Unis avaient communiqué précédemment ce document aux Membres pour appuyer leur demande de dérogation, la lettre et la pièce jointe n'ont pas été distribuées.

7. Comité du budget, des finances et de l'administration

- a) Rapport du Comité en date du 14 août 1995 (WT/BFA/6-L/7633)
- b) Rapport du Comité en date du 18 août 1995 (WT/BFA/7-L/7634)
- c) Rapport du Comité en date du 3 novembre 1995 (WT/BFA/13-L/7649)

- a) Rapport du Comité en date du 14 août 1995 (WT/BFA/6-L/7633)

M. Metzger (France), Président du Comité, a rappelé que les recommandations formulées par le Comité à sa réunion des 29 mai et 29 juin, qui figuraient dans les paragraphes 9, 12, 14, 18 et 33 de son rapport (WT/BFA/6-L/7633), avaient été adoptées par le Conseil général à sa réunion du 11 juillet.⁵ En outre, le rapport donnait également des renseignements sur l'examen par le Comité des points suivants: relations avec les Nations Unies en ce qui concerne le Centre du commerce international; établissement d'un service d'information de l'OMC sur les normes géré par l'Organisation internationale de normalisation (ISO); rapport de situation concernant l'étude sur les pensions; transition de l'ICITO à l'OMC; et premier rapport sur l'exécution du budget-programme ordinaire pour la période biennale 1994-1995 du CCI. Pour ce qui était du CCI, le Président a déclaré que le nouvel accord administratif et financier établi entre l'OMC et l'Organisation des Nations Unies conformément au mandat donné par le Conseil général⁶ serait appliqué pour la préparation du budget de 1997.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport reproduit sous la cote WT/BFA/6-L/7633.

- b) Rapport du Comité en date du 18 août 1995 (WT/BFA/7-L/7634)

Le Président du Comité, présentant le rapport du Comité sur sa réunion du 27 juillet (WT/BFA/7-L/7634), a déclaré que le Comité avait examiné en particulier une communication émanant du Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires concernant l'établissement d'un Groupe d'experts permanent conformément aux dispositions de l'article 24 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le Comité avait recommandé qu'un crédit concernant le Groupe d'experts permanent soit inscrit au budget de l'OMC pour 1996 que le Comité examinerait dans le courant de l'automne. Les conditions d'emploi des membres du Groupe permanent seraient les mêmes que celles des membres des groupes spéciaux. Le Président a ajouté que le projet de budget pour 1996 prévoyait un crédit approprié.

Le Conseil général a pris note de la déclaration, a approuvé la recommandation spécifique du Comité figurant au paragraphe 9 de son rapport reproduit sous la cote WT/BFA/7-L/7634 et a adopté le rapport.

- c) Rapport du Comité en date du 3 novembre 1995 (WT/BFA/13-L/7649)

Le Président du Comité, présentant le rapport du Comité sur ses réunions des 28 septembre, 6, 9 et 13 octobre et 2 novembre (WT/BFA/13-L/7649), a déclaré que le Comité avait examiné les propositions du Directeur général pour le budget de 1996. Bien qu'il ait été généralement reconnu que l'OMC avait de nouveaux domaines d'activité, plusieurs Membres avaient rappelé que la plupart des administrations nationales se trouvaient confrontées à des contraintes budgétaires draconiennes. Le Comité avait donc été d'avis que les augmentations devaient être limitées au minimum et qu'aucun effort ne devait être épargné pour réaliser des économies. Au cours de son examen du budget de 1996,

⁵WT/GC/M/5, point 9.

⁶Voir le point 10.

le Comité avait noté que la fin de la période de coexistence transitoire du GATT de 1947 et de l'OMC approchait et que le budget de 1996 relèverait donc uniquement de la responsabilité des Membres de l'OMC. Les recommandations du Comité concernant le budget de 1996, y compris un projet de résolution sur les dépenses de l'OMC en 1996 et sur les voies et moyens d'exécution du budget, figuraient aux paragraphes 14 et 18 de son rapport.

S'agissant du projet de budget-programme du CCI pour la période biennale 1996-1997, le Comité avait recommandé au Conseil général d'approuver la contribution de l'OMC aux dépenses du CCI pour 1996, qui s'établissait à 10 479 200 dollars EU, les recettes diverses étant estimées à 369 100 dollars EU. Le montant à verser au Centre sur le budget de l'OMC pour 1996 représentait 14 231 000 francs suisses. La contribution serait versée en francs suisses en 12 mensualités égales (paragraphe 22).

Le Comité avait également examiné le projet de règlement financier et de règles de gestion financière de l'OMC. Il avait recommandé que, conformément à l'article VII:3 de l'Accord sur l'OMC, le règlement financier et les règles de gestion financière de l'OMC énoncés respectivement à l'annexe I et l'annexe II de son rapport soient adoptés (paragraphe 39). Le Comité avait noté que, bien qu'étant en mesure de se joindre à un consensus, plusieurs délégations avaient exprimé des réserves concernant le règlement proposé, comme il était indiqué aux paragraphes 37 et 38 du rapport.

Le Comité avait également examiné les points en suspens concernant les Membres inactifs, c'est-à-dire la question de savoir s'il fallait que les contributions mises à la charge des Membres inactifs pour une année donnée soient inscrites sur un compte distinct et ne soient pas comptabilisées dans les recettes escomptées de l'OMC pour l'année en question et que les arriérés payés par des Membres inactifs pour une année donnée soient versés au compte d'excédent. Etant donné qu'il n'y avait pas eu de consensus sur ces points, ils devraient être réexaminés en 1996. Le Président a ensuite informé le Conseil général que la Bolivie, le Guatemala, Haïti, le Sénégal et la Zambie avaient été radiés de la liste des Membres inactifs suite au paiement approprié d'arriérés de contributions. A cet égard, les dispositions visant à encourager le paiement des arriérés semblaient avoir eu une influence favorable sur le versement des contributions.

Parmi les autres questions examinées par le Comité figuraient un rapport sur l'exécution du budget au 31 août 1995, l'appel d'offres pour la vérification extérieure des comptes de l'OMC, la transition de l'ICITO à l'OMC et le projet de statut du personnel de l'OMC.

Enfin, le Président a appelé l'attention du Conseil général sur la nécessité d'organiser des discussions sur les grandes orientations à retenir pour mettre en place une gestion par objectifs, clairement identifiés et définis par les Membres, l'exécution des tâches étant ensuite évaluée au regard de ces objectifs à l'aide de rapports périodiques établis par le Secrétariat. Ces objectifs pourraient être notamment les suivants: économies au niveau de la gestion, restructuration des effectifs, y compris de la proportion services généraux/administrateurs, et efforts visant à assurer des recettes à l'OMC grâce à la vente de publications et à l'offre de services. La discussion sur les grandes orientations à retenir, qui aurait lieu au cours de la prochaine réunion du Conseil général, donnerait au Directeur général l'occasion de présenter les vues du Secrétariat à ce sujet.

Le représentant du Maroc a dit que les mesures administratives à appliquer aux pays ayant des arriérés de contributions prévues à l'article 15:2 du projet de règlement financier de l'OMC visaient certes à encourager ces pays à payer leurs contributions, mais touchaient en particulier les pays les moins avancés, parmi lesquels figuraient 15 pays africains. Au moment où l'on s'efforçait d'intégrer l'Afrique dans le cadre de l'OMC, ces mesures administratives empêcheraient ces pays de bénéficier d'un certain nombre de services, et en particulier de l'assistance technique. L'intervenant a suggéré de ne pas adopter l'article 15:2 pour l'instant et d'examiner les moyens d'éviter de marginaliser les

pays les moins avancés qui étaient devenus Membres de l'OMC sans savoir véritablement si cela était dans leur intérêt.

Le représentant du Zimbabwe a dit que le point soulevé par le Maroc avait fait l'objet de débats intenses dans d'autres organes de l'OMC. Il faudrait trouver une solution afin d'éviter que les mesures administratives n'aient pour résultat de punir ces pays pour des difficultés souvent indépendantes de leur volonté.

Le représentant de l'Egypte a rappelé que sa délégation avait exprimé des réserves sur ce point à plusieurs reprises et a appuyé la proposition du Maroc concernant l'article 15:2.

Le représentant du Sénégal s'est associé à la déclaration du représentant du Maroc et a dit que les mesures administratives étaient inefficaces étant donné que quatre pays seulement avaient été pour l'instant radiés de la liste des Membres inactifs. Il a estimé qu'il faudrait trouver une solution plus positive et a appelé l'attention sur la déclaration du Directeur général concernant les objectifs de son voyage en Afrique au début de 1996.⁷ Il a émis l'espoir que le Directeur général rencontrerait les délégations africaines avant son départ pour l'Afrique et l'a invité à s'entretenir avec les gouvernements africains pour leur faire prendre conscience de la situation.

Le Président du Comité a déclaré que les services d'assistance technique offerts par le Secrétariat restaient ouverts à tous les Membres, y compris à ceux qui connaissaient des difficultés budgétaires. Il a fait observer que l'article 15:2 du projet de règlement financier de l'OMC ne faisait que reprendre une décision déjà adoptée par le Conseil général. Pour ce qui était de la nature punitive des mesures mentionnée par les délégations, il pensait que les Membres de l'OMC voyaient plutôt ces mesures comme des incitations. Le Comité pouvait revenir sur l'examen des effets persuasifs de ces mesures, bien qu'il ait déjà pris dûment note des réserves exprimées par les délégations à ce sujet.

Le Président a proposé que les Membres qui avaient fait part de leur préoccupation au sujet de l'article 15:2 s'efforcent de proposer des solutions créatives à cet égard. En tant qu'ancien Président du Comité du budget, il savait par expérience que c'était là une question extrêmement difficile à résoudre car le débat reposait sur le statut de Membre, qui impliquait le paiement de contributions en contrepartie des droits et obligations liés à l'appartenance à l'Organisation.

Le Conseil général a pris note des déclarations, a approuvé les recommandations spécifiques du Comité figurant aux paragraphes 14, 18, 22 et 39 de son rapport (WT/BFA/13-L/7649) et a adopté le rapport, y compris la résolution concernant les dépenses de l'OMC en 1996 et les voies et moyens d'exécution du budget.

8. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

- a) Consultation avec la Hongrie (WT/BOP/R/3-BOP/R/226)
- b) Consultation avec la République slovaque (WT/BOP/R/4-BOP/R/227)
- c) Consultation simplifiée avec la Turquie (WT/BOP/R/6-BOP/R/230)
- d) Note sur la réunion du 25 septembre 1995 (WT/BOP/R/5-BOP/R/229)
- e) Consultations avec le Brésil et Sri Lanka
- f) Renonciation d'Israël et de l'Afrique du Sud à se prévaloir des dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements

⁷Voir le point 2.

a) Consultation avec la Hongrie (WT/BOP/R/3-BOP/R/226)

M. Witt (Allemagne), Président du Comité, a dit que, les 26 et 30 juin, le Comité avait procédé à une consultation approfondie avec la Hongrie et a rappelé qu'il avait informé le Conseil général, le 11 juillet, des conclusions de cette consultation.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport reproduit sous la cote WT/BOP/R/3-BOP/R/226.

b) Consultation avec la République slovaque (WT/BOP/R/4-BOP/R/227)

Le Président du Comité a dit que, les 28 et 30 juin, le Comité avait procédé à une consultation approfondie avec la République slovaque et a rappelé qu'il avait informé le Conseil général, le 11 juillet, des conclusions de cette consultation.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport reproduit sous la cote WT/BOP/R/4-BOP/R/227.

c) Consultation simplifiée avec la Turquie (WT/BOP/R/6-BOP/R/230)

Le Président du Comité a dit que le Comité avait procédé à une consultation simplifiée avec la Turquie le 25 septembre 1995 et avait décidé qu'il était souhaitable de procéder à une consultation approfondie au milieu de 1996.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport reproduit sous la cote WT/BOP/R/6-BOP/R/230.

d) Note sur la réunion du 25 septembre 1995 (WT/BOP/R/5-BOP/R/229)

Le Président du Comité a appelé l'attention sur l'examen par le Comité, à sa réunion du 25 septembre, de ses activités régulières.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et des renseignements figurant dans le document WT/BOP/R/5-BOP/R/229.

e) Consultations avec le Brésil et Sri Lanka

Le Président du Comité a rappelé que, dans une communication datée du 13 juillet (WT/BOP/N/4), le Brésil avait notifié à l'OMC sa décision de recourir aux dispositions de l'article XVIII:B du GATT de 1994 pour ce qui concernait les restrictions sur les véhicules automobiles introduites en vertu de la Mesure provisoire 1024 du 13 juin 1995, dont le texte avait été distribué sous la cote WT/L/73. Conformément au Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, le Comité avait tenu de longues consultations avec le Brésil entre le 5 et le 9 octobre et avait demandé au Brésil de retirer le contingent à l'importation qui avait été imposé. Un rapport complet sur la consultation serait soumis au Conseil général à sa prochaine réunion pour adoption.

Le Comité avait également procédé, les 2 et 3 novembre, à une consultation approfondie avec Sri Lanka, à l'issue de laquelle il avait recommandé à Sri Lanka de ne pas recourir aux dispositions de l'article XVIII:B. Un rapport sur la consultation avec Sri Lanka serait également soumis au Conseil général à sa prochaine réunion.

Le représentant du Brésil a fait savoir au Conseil général que, suite à la recommandation du Comité concernant les restrictions à l'importation appliquées par le Brésil en vertu de sa Mesure provisoire 1024, ce pays avait supprimé le mécanisme de restrictions quantitatives à compter du 27 octobre 1995. Le Brésil estimait que les conséquences générales de certaines des questions qu'il avait soulevées au cours des consultations devraient être examinées plus à fond à l'OMC. Si l'OMC voulait assurer la durabilité de la libéralisation du commerce, elle devrait prendre davantage en considération la relation entre les questions commerciales et monétaires. Pour ce qui était des questions relatives à la balance des paiements, l'attention devrait porter non seulement sur la question du niveau des réserves internationales, mais aussi sur leur composition, et en particulier sur la question de la volatilité des capitaux, qui pouvait avoir une incidence considérable sur le niveau des réserves de nombreux pays en développement.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

- f) Renonciation d'Israël et de l'Afrique du Sud à se prévaloir des dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements

Le Président du Comité a dit que, dans une communication datée du 21 septembre (WT/BOP/N/3), Israël avait indiqué que, par suite de la conversion de ses mesures de restrictions des importations en droits de douane et en contingents tarifaires conformément à l'engagement pris par ce pays dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, il n'appliquerait plus de restrictions pour des raisons de balance des paiements après le 15 décembre 1995. Israël avait indiqué qu'il cessait donc d'invoquer les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements.

Dans une autre communication, datée du 8 novembre (WT/BOP/N/5), l'Afrique du Sud avait notifié la suppression de sa surtaxe à l'importation avec effet à compter du 1er octobre 1995 et avait confirmé qu'elle cessait de se prévaloir des dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements à compter de la même date.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

9. Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30)

- a) Approbation des listes de Saint-Kitts-et-Nevis concernant les marchandises et les services
b) Approbation des listes de la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant les marchandises et les services
c) Décisions sur l'accession des gouvernements visés par la décision reproduite dans le document WT/L/30 et sur l'approbation de leur protocole d'accession

Le Président a rappelé que les pays visés par la Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30), à savoir Emirats arabes unis, Grenade, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar et Saint-Kitts-et-Nevis, avaient un délai supplémentaire pour achever les négociations sur leurs listes. Il a rappelé également que, le 31 juillet, le Conseil général avait approuvé les listes de la Grenade et du Qatar concernant les marchandises et les services. Pour ce qui était de Saint-Kitts-et-Nevis et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, il avait été informé que leurs listes concernant les marchandises et les services avaient été vérifiées et que le Conseil général pouvait maintenant les approuver. Les Emirats arabes unis, pour leur part, n'avaient pas encore achevé le processus de négociation pour leur liste concernant les marchandises. Le Président a donc proposé que le Conseil général approuve les listes de Saint-Kitts-et-Nevis et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant les marchandises et les services.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a noté que, si les listes de la Grenade, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Qatar et de Saint-Kitts-et-Nevis concernant les marchandises et les services avaient maintenant été approuvées, le processus d'accession de ces gouvernements à l'Accord sur l'OMC n'avait pas été achevé et que le Conseil général devait encore approuver les projets de protocoles d'accession de ces pays et adopter formellement des décisions concernant leur accession. La question des instruments d'accession requis pour ces pays avait fait l'objet de consultations informelles; en conséquence, des projets de protocoles avaient maintenant été élaborés, ainsi que des projets de décisions concernant l'accession de la Grenade (WT/GC/W/20), de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (WT/GC/W/21), du Qatar (WT/GC/W/22) et de Saint-Kitts-et-Nevis (WT/GC/W/23). Le Président a proposé que les projets de protocoles d'accession figurant dans ces documents soient approuvés et que les projets de décisions qui y figuraient également soient adoptés.

Le Conseil général a pris note de la déclaration, a approuvé les textes des projets de protocoles d'accession figurant dans les documents WT/GC/W/20, WT/GC/W/21, WT/GC/W/22 et WT/GC/W/23 et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC (WT/L/93), a adopté les projets de décisions figurant dans ces documents.⁸

10. Arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales
- Relations entre l'OMC et l'ONU (WT/GC/W/10)

Le Président a appelé l'attention sur la communication du Directeur général concernant les arrangements en vue d'une coopération entre l'OMC et l'ONU (WT/GC/W/10).

Le Directeur général a dit que, conformément au mandat donné au Secrétariat le 3 avril 1959⁹, un arrangement entre l'OMC et l'ONU avait été conclu le 29 septembre 1995 sous la forme d'un échange de lettres entre le Secrétaire général de l'ONU et lui-même, dont les textes avaient été distribués aux Membres dans le document WT/GC/W/10. Lui-même et le Secrétaire général étaient convenus qu'une coopération efficace entre les deux organisations cadrerait avec les statut et mandat respectifs de l'ONU et de l'OMC, et en particulier avec la nature contractuelle de l'OMC.

S'agissant des arrangements spécifiques pour la coopération avec la CNUCED, le Directeur général a rappelé qu'il avait informé les Chefs de délégation, lors d'une réunion informelle qui s'était tenue le 9 novembre, que lui-même et le nouveau Secrétaire général de la CNUCED étaient convenus que, étant donné la grande complémentarité entre l'OMC et la CNUCED, les deux organisations pourraient beaucoup améliorer leur coopération et leurs relations de travail de manière que cela profite immédiatement à leurs membres, et utiliser ainsi au mieux leurs ressources humaines et financières. A cette fin, elles présideraient des réunions biennales entre leurs hauts fonctionnaires afin de renforcer leur coopération et de développer des synergies, notamment dans des domaines comme la recherche, le commerce et l'investissement, le commerce et la concurrence, le commerce et l'environnement, et le commerce et le développement. Elles oeuvreraient en vue d'une plus grande complémentarité de la coopération technique entre l'OMC, la CNUCED et le CCI, et s'efforceraient également de développer les actions communes avec d'autres institutions, que ce soit dans le système des Nations Unies, au sein des organisations de Bretton Woods ou dans des organismes régionaux. Elles étaient en total accord pour ce qui était du degré élevé de priorité qui devait être accordé à l'Afrique dans le cadre de leur coopération. Les mesures visant à aider les pays les moins avancés, et en particulier

⁸Les décisions ont été distribuées sous les cotes WT/L/96-Grenade; WT/L/98-Papouasie-Nouvelle-Guinée; WT/L/100-Qatar; et WT/L/94-Saint-Kitts-et-Nevis.

⁹WT/GC/M/3, point 7.

les pays africains, à accroître leurs productions axées sur l'exportation et à améliorer la diversification de leurs productions destinées à l'exportation ainsi que leurs marchés d'exportation devaient être un élément-clé de cette campagne. La CNUCED et l'OMC travailleraient également avec toutes les autres organisations compétentes, en particulier avec le CCI dont elles étaient les deux organisations de tutelle, en vue d'élaborer d'urgence un plan d'action pour l'Afrique qui pourrait aider à concentrer leurs efforts collectifs. Pour ce qui était du CCI, le Directeur général a indiqué que l'ONU avait accédé à la demande formulée par les Membres de l'OMC, qui souhaitaient une révision des arrangements budgétaires relatifs au CCI. Cette acceptation confirmait le partenariat concernant le CCI. Le CCI (CNUCED/GATT) deviendrait dès ce jour le CCI (CNUCED/OMC).

Le représentant des Etats-Unis a pris note avec intérêt de l'échange de lettres entre le Directeur général et le Secrétaire général de l'ONU qui, selon lui, constituerait la base d'une relation utile entre partenaires égaux. S'agissant des efforts de coopération avec la CNUCED, il a dit qu'il était extrêmement important que le Secrétariat aborde les relations avec la CNUCED en vue d'éviter les doubles emplois et de rechercher des économies budgétaires au sein des deux organisations. Les Etats-Unis s'inquiétaient de ce que le Secrétariat puisse envisager une coopération accrue avec la CNUCED sous la forme de nouveaux projets et de nouvelles activités. Les deux Secrétariats devaient éviter de lancer de nouveaux projets si ceux-ci risquaient d'entraîner des coûts additionnels pour l'une ou l'autre organisation. Toute proposition de renforcement de la coopération entre l'OMC et la CNUCED devait être examinée attentivement par le Comité du budget, des finances et de l'administration. Enfin, les propositions qui pouvaient avoir une incidence budgétaire devraient faire l'objet d'une décision du Conseil général.

Le Conseil général a pris note des déclarations et de la communication du Directeur général reproduite sous la cote WT/GC/W/10.

11. Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/GC/W/15/Rev.1)

Le Président a rappelé que l'Accord sur l'OMC traitait de diverses manières la question des procédures de présentation de rapports entre les organes de l'OMC. Pour clarifier la question, il avait procédé à des consultations avec les autres Présidents, le Secrétariat et les Chefs de délégation; compte tenu de ces consultations, un document sur les procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC avait été élaboré et distribué sous la cote WT/GC/W/15/Rev.1. Les procédures proposées étaient destinées à assurer le bon fonctionnement du système de l'OMC et à faire en sorte que l'Accord sur l'OMC soit appliqué comme un tout. L'examen annuel des activités de l'OMC et les procédures de présentation de rapports qui étaient proposés devaient donner aux Membres l'occasion de regarder vers l'avenir et de prendre les mesures nécessaires concernant les activités futures de l'OMC, et non pas seulement d'examiner le travail accompli dans le passé. Le Président avait consulté le Secrétariat afin de s'assurer que ces procédures n'introduisaient pas un degré excessif de bureaucratisation dans le travail de l'OMC. Au contraire, les pratiques adoptées en la matière dans le passé par le GATT seraient suivies dans la plus large mesure possible.

Le représentant des Etats-Unis a noté que la section G du Mécanisme d'examen des politiques commerciales prévoyait que l'OEPC procéderait à un tour d'horizon annuel des faits survenant dans l'environnement commercial international qui avaient une incidence sur le système commercial et il a demandé pourquoi ce tour d'horizon ne pourrait pas être entrepris en même temps que l'examen des activités de l'OMC par le Conseil général proposé au paragraphe 4 du document WT/GC/W/15/Rev.1. D'un point de vue institutionnel, il pourrait être souhaitable que le Conseil général se convertisse temporairement en OEPC, le Président de l'OEPC assurant la présidence de la réunion pour le tour d'horizon annuel. On pourrait certainement élaborer les modalités précises et les détails

de cette procédure. L'objectif serait d'éviter de devoir organiser une réunion distincte de l'OEPC. L'intervenant estimait qu'il était utile de soulever la question à la présente réunion en relation avec les procédures d'examen du Conseil général. Il espérait que les Membres trouveraient la suggestion utile et que le Président poursuivrait l'examen de la question avec le Président de l'OEPC.

Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il ne pensait pas que la suggestion des Etats-Unis pose des problèmes, mais il suggérait que, comme c'était la première fois que la question était soulevée, des consultations aient lieu à ce sujet avant qu'une décision soit prise.

Le Président a proposé que le Conseil général adopte les procédures décrites dans le document WT/GC/W/15/Rev.1, étant entendu que lui-même et le Président de l'OEPC tiendraient des consultations avec les délégations au sujet de la proposition des Etats-Unis.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/105).

12. Présence aux réunions de l'OMC des délégations qui ont demandé l'inscription d'un point à l'ordre du jour
- Communication de l'Argentine (WT/GC/W/14)

Le Président a appelé l'attention sur la communication de l'Argentine reproduite sous la cote WT/GC/W/14.

Le représentant de l'Argentine a dit que, au moins à deux occasions, les présidents d'organes de l'OMC avaient présenté des points inscrits à l'ordre du jour d'une réunion au nom d'une délégation, agissant comme s'ils étaient effectivement cette délégation. La délégation argentine considérait que ce n'était pas une bonne pratique et espérait qu'une décision pourrait être prise selon ce qui était suggéré dans le document WT/GC/W/14, en vue d'éviter de tels incidents à l'avenir.

Le représentant de l'Inde a dit qu'il comprenait les préoccupations de l'Argentine mais que, selon lui, les bonnes intentions pouvaient parfois créer des problèmes. Il espérait avoir l'occasion d'exprimer séparément ses vues à l'Argentine.

Le représentant du Zimbabwe a dit que les préoccupations de l'Argentine reflétaient peut-être un dérapage de la part de certains présidents quant au respect de procédures de travail. Sa délégation pensait que cette question pouvait être réglée administrativement sans que le Conseil général doive prendre une décision formelle.

Le Président a dit que les préoccupations de l'Argentine étaient légitimes. En conséquence, les délégations qui proposaient l'inscription de points à l'ordre du jour étaient invitées à faire tout leur possible pour être présentes dans la salle de réunion lorsque les points en question étaient examinés. Si une délégation n'était pas présente dans la salle, le Président concerné devrait trouver la solution la plus appropriée, par exemple reporter l'examen du point en question ou inviter la délégation absente à participer ultérieurement aux débats. L'intervenant espérait que cette déclaration permettrait de régler la question à l'avenir sans que soit prise une décision formelle.

Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation avait simplement voulu s'assurer que cette question pouvait être réglée de manière constructive et que toute pratique convenue serait appliquée à l'avenir. Sa délégation approuvait la déclaration du Président à ce sujet.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

13. Lignes directrices concernant l'organisation des réunions (WT/GC/W/16)

Le Président a appelé l'attention sur les lignes directrices proposées pour l'organisation des réunions figurant dans le document WT/GC/W/16, qui avaient été élaborées à la suite de consultations intensives avec les délégations et pour garantir le bon déroulement des réunions. Pour ce qui était du paragraphe 3 des lignes directrices, il a dit que l'Organe de règlement des différends, le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements et l'Organe de supervision des textiles avaient des obligations particulières en matière de réunions et qu'il devrait donc être entendu que tous les efforts seraient faits pour organiser les réunions de ces organes conformément à ces lignes directrices, mais que, dans les cas où cela ne serait pas possible, la flexibilité nécessaire serait prévue. Il a ajouté que, dans la mesure du possible, les réunions de l'OMC seraient organisées compte tenu du calendrier des réunions des autres organisations intergouvernementales à Genève, comme la CNUCED, eu égard à la charge de travail des organisations respectives.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté les lignes directrices concernant l'organisation des réunions (WT/L/106).

14. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales

Le Président, intervenant au titre des "Autres questions", a rappelé que, conformément aux arrangements *ad hoc* relatifs au statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales approuvés lors d'une réunion informelle des Chefs de délégation le 16 mars, et ainsi que le Conseil général en était convenu à sa réunion du 31 mai, les organisations ci-après avaient été invitées à assister à la réunion en qualité d'observateurs: ONU, CNUCED, FMI, Banque mondiale, FAO, OMPI et OCDE. Il croyait comprendre que, en attendant un accord sur les lignes directrices régissant l'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales, les mêmes organisations seraient également invitées à assister à la réunion suivante.

Le Conseil général a pris note de cette information.